

AGRICULTURE ET ALIMENTATION ENQUÊTE

# Sous le feu des critiques, le milieu de la pêche s'enfonce dans la paranoïa

Technique de pêche très destructrice, le chalut de fond est l'un des principaux moyens de subsistance des pêcheurs français. En détresse économique, certains basculent dans une vision paranoïaque et haineuse des écologistes et de l'ONG Bloom, comme l'attestent des messages WhatsApp consultés par Mediapart.

Floriane Louison  
7 juin 2025 à 12h35

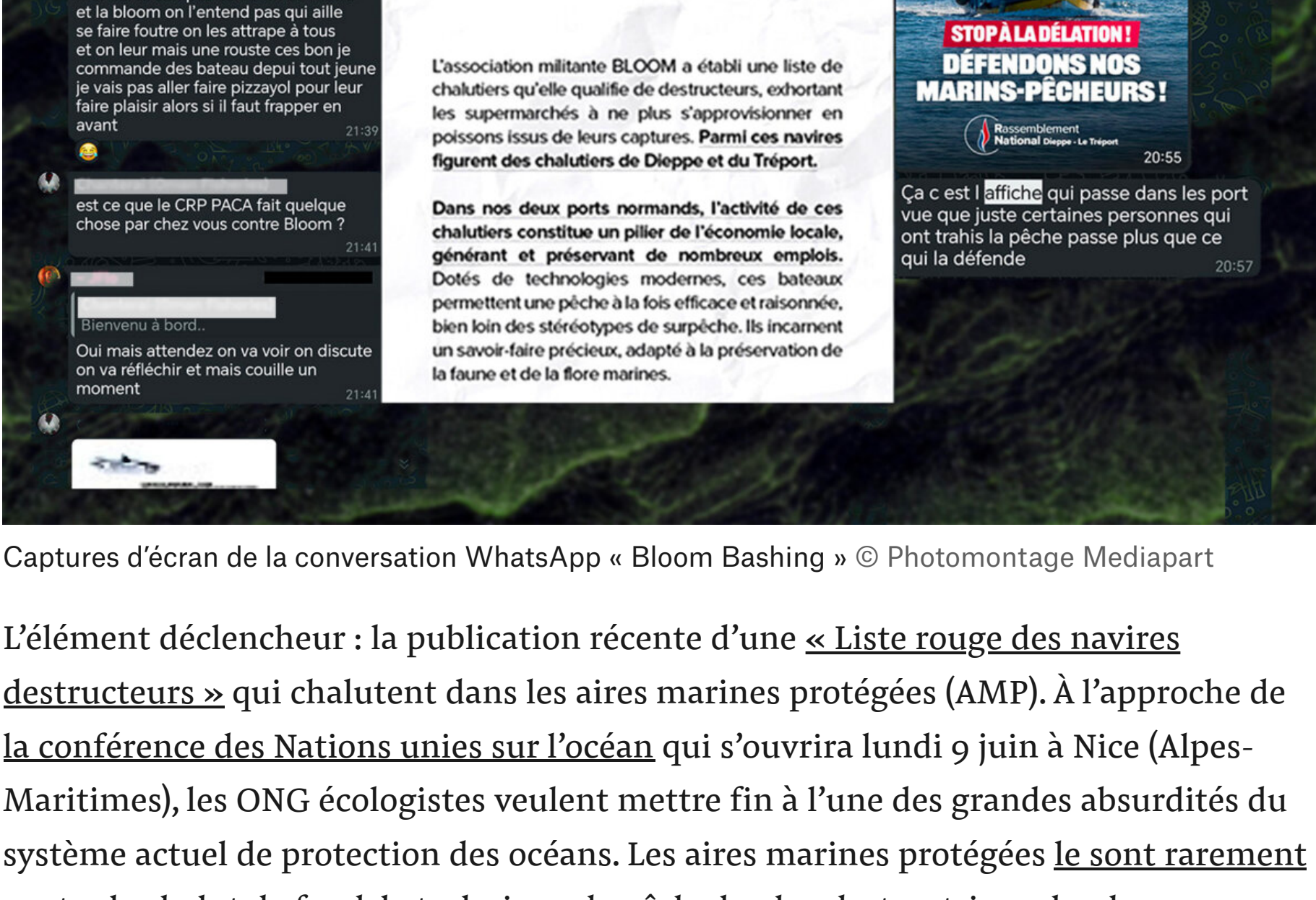
Partager

Lire + tard Offrir l'article A+ A-

Lorsque **Daniel Pauly**, prend la parole au cinéma Max-Linder (IX<sup>e</sup> arrondissement), à Paris, mardi 20 mai, il est loin d'imaginer ce qui l'attend. Grand spécialiste mondial des populations marines, il est venu dialoguer avec Claire Nouvian, directrice de Bloom, une ONG de défense des océans, pour l'avant-première d'un documentaire sur la pêche industrielle. À peine lancés, ils sont coupés par une voix artificielle : « *Claire Nouvian ment, Claire Nouvian ment* », scandé une enceinte vissée sous un siège en velours.

Un peu plus tôt dans la soirée, les activistes de l'ONG ont repéré dans la salle un lobbyiste travaillant pour d'influents organisations professionnelles de la pêche chalutière. L'air de rien, ils se sont installés près de lui pour l'observer. « *On l'a vu déclencher l'enceinte*, rapporte Frédéric Le Manach, directeur scientifique de Bloom. Depuis plusieurs semaines on subit une vague d'intimidations et d'attaques comme on n'en a jamais connu. »

Faux sites internet ou comptes sur les réseaux sociaux, podcast anonyme et diffamatoire, boucle WhatsApp, cyberharcèlement... Dans la nuit du 3 au 4 juin, la porte du domicile de **Claire Nouvian a été recouverte de peinture noire**. Une affiche détournant le logo de l'ONG a été placardée au milieu suggérant une collusion de l'activiste avec l'industrie pétrolière. La même avait été affichée quelques jours plus tôt au Sénat, signée « Extinction Rebellion » – le mouvement écologiste s'est empressé de dénoncer l'usurpation. Claire Nouvian a porté plainte.



Captures d'écran de la conversation WhatsApp « Bloom Bashing » © Photomontage Mediapart

L'élément déclencheur : la publication récente d'une « **Liste rouge des navires destructeurs** » qui chalutent dans les aires marines protégées (AMP). À l'approche de la conférence des Nations unies sur l'océan qui s'ouvrira lundi 9 juin à Nice (Alpes-Maritimes), les ONG écologistes veulent mettre fin à l'une des grandes absurdités du système actuel de protection des océans. Les aires marines protégées **le sont rarement contre le chalut de fond**, la technique de pêche la plus destructrice selon la communauté scientifique. Dans la tranchée adverse, les chalutiers de fond sont lancés dans une lutte intestine pour leur survie et leur image.

## Rapprochement avec la Coordination rurale

Le milieu est braqué, paranoïaque : « *On est dans une ambiance d'irréductibles Gaulois* », décrit le pêcheur Laurent Tréguier. Un milieu qui prend des coups et qui les rend. En 2023, **l'Office français de la biodiversité (OFB) de Brest avait terminé en flammes**, dans des circonstances non élucidées, après une manifestation de pêcheurs en colère.

Après la publication de la liste rouge « *des navires destructeurs* » de Bloom, une boucle WhatsApp est ouverte fin mars par une jeune association de pêcheurs, l'Union française des pêcheurs artisans (UFPA), créée l'année dernière. Elle s'appelle « Bloom Bashing », et quatre cents membres sont ajoutés à tout-va, des pêcheurs, des politiques de tout bord, des journalistes (dont l'auteurice de cet article), des inconnus aussi qui ne comprennent pas pourquoi ils se retrouvent là, dans un déferlement de colère. On trouve aussi quelques agriculteurs. « *Groupe de pêcheurs et nous paysans, il faut créer des alliances* », algèbre l'un d'entre eux au début de la discussion. Lors du dernier Salon de l'agriculture, la **Coordination rurale**, syndicat agricole anti-écrolo et courtisé par l'extrême droite, a invité l'UFPA à s'exprimer à ses côtés et à faire front commun contre « *les mêmes difficultés qui remettent en question leur raison d'être* ».

**Si la plupart des chalutiers peuvent évoluer vers d'autres méthodes de pêche plus durables, les plus gros bateaux industriels, eux, sont condamnés à détruire ou à disparaître.**

Le but de « Bloom Bashing » est de « *réfléchir à l'action à conduire à l'encontre de Bloom* », explique sur le groupe Jean-Vincent Chantreau. Secrétaire général de l'Union française des pêcheurs artisans, il se présente comme un repenté de la pêche industrielle. Régulièrement, il nettoie les dérives de la conversation et tente de recadrer le débat. Mais la tâche est laborieuse.

Certains postent des affiches du RN qui cherchent à rallier les pêcheurs à sa cause : « *Stop à la délation, défendons nos marins pêcheurs* ». Des menaces : « *Faut aller à Bloom et tout brûler* ». Des appels au raid numérique. Une thèse complotiste a aussi la cote : Bloom aurait pour agenda caché la destruction de la pêche au profit du pétrole offshore.

Ces accusations naissent des activités entrepreneuriales du président en titre de Bloom, Flavien Kulawik, cofondateur et coprésident de KLB Group. La branche mexicaine de ce groupe spécialisé dans les fonctions supports compte parmi ses clients des entreprises actives dans l'extraction d'hydrocarbures, comme en attestent les offres d'emploi postées sur son compte LinkedIn. « *Depuis 1999, Flavien Kulawik a cofondé sept sociétés de services aux entreprises dont KLB Group est la seule qui travaille effectivement pour le secteur pétrolier pour une faible part de son activité* », a répondu Bloom dans **un communiqué** en 2023.

Sur certains sites et comptes de réseaux sociaux, cette situation a été montée en épingle et transformée en arme rhétorique pour discréditer l'ONG écologiste. Cette instrumentalisation ne sort pas des rangs des pêcheurs mais des arcanes des stratégies d'influence de la pêche industrielle. Apparue lors de la campagne de Bloom contre la pêche en eau profonde dans les années 2010, la théorie a gagné de la vigueur ces dernières semaines.

C'est le cas du compte Instagram « **GreenIntox** », relié au site internet « **Guardour** » lui-même associé à un compte X et à un **podcast**. Créé en janvier 2025, GreenIntox comptabilise plus de 5 000 followers, dont une quantité astronomique de comptes étrangers peu ou pas suivis, laissant supposer l'utilisation de bots pour gonfler artificiellement sa popularité.

Sur ce compte comme sur le profil X de Guardour, seuls quelques followers bien réels apparaissent : Olivier Le Nézet, le patron du lobby des pêcheurs, Florian Soisson, le président de l'une des plus grandes sociétés de pêche industrielle française, La Compagnie des pêches de Saint-Malo, ou encore Xavier Leduc, qui a placé ses pions un peu partout dans l'écosystème de la pêche industrielle.

Ce milieu des multinationales de la pêche, qui tire les ficelles à Bruxelles comme dans les organisations nationales de la pêche, tire à boulets rouges sur la transition écologique. Si la plupart des chalutiers de fond peuvent techniquement évoluer vers d'autres méthodes de pêche plus durables, les plus gros bateaux industriels, eux, sont condamnés à détruire ou à disparaître. En lutte existentielle, ils embarquent tout le secteur dans une lutte éperdue contre l'océan.

## Des fonds marins labourés

C'est aussi l'histoire de la bataille d'un milieu de petits entrepreneurs pour leur survie économique. Laurent Tréguier pêche au chalut de fond depuis trente-cinq ans comme son frère et son père avant lui. Ce n'est pas tellement un choix, plutôt une transmission par le sang : « *C'est la technique de pêche de mon père que je pratique depuis des décennies* ». Aujourd'hui, le pêcheur de 52 ans se sent criblé d'attaques, dans le viseur d'une galaxie d'assaillants, les écologistes, les médias, les « normes », les politiques qui « *ont abandonné la pêche* ».

Son bateau s'appelle le *Côte d'Ambré*. Il fait 15,5 mètres de long. Chaque nuit, il quitte le port de Lorient avec un équipage de quatre voire cinq marins pour rejoindre une zone de pêche avant la levée du jour. Les pêcheurs déboulent alors le premier trait de chalut, un filet conique de 21 mètres qui traîne sur le fond marin. Laurent Tréguier enclenche le moteur et tracte le filet pendant deux ou trois heures, parfois en rond, parfois tout droit en retournant les sédiments sur son passage. La même opération se reproduit six ou sept fois par marée.

Le pêcheur cherche ses mots : il veut transmettre une fierté, sa passion, le labeur quotidien, mais la voix tremble un peu. Il redoute l'étiquette de destructeur des mers qui colle à son métier. « *Pour moi, le chalut de fond, c'est de la cartographie et de la traque*, décrit-il. *Il faut connaître les sols marins pour ne pas abîmer le filet sur la roche, savoir où est telle espèce et à quel moment, étudier les vents, les coefficients de marée... C'est passionnant même s'il y a un prix à payer : l'inconfort permanent, le danger et le travail non-stop.* »

« **Quand il y a moins de poissons, il faut pêcher plus, avec des chalutiers plus puissants.** »

Un pêcheur breton anonyme

La nature paye aussi un tribut démesuré : les chalutiers de fond sont responsables de la moitié des émissions carbone de la pêche française, de près de 40 % de la surpêche et d'une abrasion massive des fonds marins, selon le programme scientifique **TransiPêche**. Chaque année, une surface de 674 000 kilomètres carrés – plus grande que la France – est labourée par les chaluts. « *Ils ramassent tout avec peu de sélectivité et détruisent les écosystèmes des fonds marins qui sont à la base de la chaîne alimentaire* », explique Didier Gascuel, professeur en écologie marine à Agrocampus Ouest à Rennes.

## Un microcosme en crise

Le *Côte d'Ambré* est le dernier chalutier neuf arrivé à Lorient en 2019. « *Il y a eu une saison de la flottille* », décrit son patron. En 1993, quand son père lui a transmis l'affaire familiale, ils étaient encore 250 navires de pêche amarrés au port breton, l'un des plus stratégiques de France. Leur nombre a chuté de 60 % depuis le début de sa carrière. À la criée de Lorient, il est classé en « pêche artisanale » – une définition franco-française et contestée par les ONG pour ses seuls les navires de moins 12 mètres pratiquant les « **arts dormants** » peuvent se targuer d'être artisans. Toujours est-il que Laurent Tréguier ne se sent pas « *industriel* » quand il part en mer « *sous le mauvais temps et sans compter [ses heures]* ».

Des bateaux comme le sien (de moins de 24 mètres) constituent le gros des troupes dans le chalutage de fond. Les chalutiers de fond représentent 11 % de la flotte en France, avec 682 navires. Un microcosme, essentiellement basé en Bretagne, percuté par des crises successives.

La liste est longue : le covid, le Brexit, la hausse du prix du carburant, la concurrence de la pêche industrielle, des restrictions de zones et périodes de pêche, les jeunes qui n'ont plus envie d'être pêcheurs, les consommateurs achètent moins de poisson frais et le poisson lui-même qui se fait rare. « *Fondamentalement, la crise découle d'un mauvais état de la ressource et des multiples impacts imposés par les activités humaines au fonctionnement des écosystèmes* », résume le chercheur Didier Gascuel. Et le cercler est viceux : « *Quand il y a moins de poissons, il faut pêcher plus, avec des chalutiers plus puissants* », dénonce un pêcheur breton qui souhaite rester anonyme.

## Profits artificiels

Le récit de Julien Le Brun commence comme celui de tant d'autres dans la pêche : « *J'ai commencé à 6 ans avec mon père. S'il avait eu un fileyeur, je serais fileyeur* », dit-il. Mais le père avait un chalut de fond. « *On est là depuis plusieurs générations et les langoustines aussi, donc on ne doit pas avoir un effet si néfaste, conclut-il. Ce matin, on me le a changé, c'est surtout qu'on ramasse pas en plus de déchets, on est devenu des éboueurs des mers.* » Entre les pollutions massives de l'océan et le réchauffement climatique, « *le chalutage a bon dos* ». Selon un rapport du panel d'expert-es mondial de la biodiversité l'IPBES (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques), publié en 2019, la pêche reste le principal facteur de déstabilisation des océans.

« **Tout le modèle breton s'est construit sur le chalut. Ce sont eux qui font tourner l'économie des ports.** »

Thibault Josse, de l'association Pleine Mer

Julien Le Brun ne se sent pas concerné. « *Dans les années 80, oui. En Chine ou sur les côtes sénégalaises, oui. Mais en France, on a fait des efforts considérables pour pêcher proprement avec des chaluts moins lourds et plus sélectifs.* » Il arme neuf chalutiers de fond de 15 mètres au Guilvinec, dans le Finistère, avec trente-six marins à bord. Sa flotte fait partie de la liste rouge de Bloom : elle pêche dans le parc national marin d'Inisère. « *Une zone protégée. Mais c'est légal*, se défend-il. Il a très mal vécu d'être ainsi épinglé : « *On est tous mis dans le même panier alors que je pêche en un an ce qu'un gros industriel va pêcher en une journée!* »

L'achat de ses bateaux lui a laissé des millions d'emprunt sur le dos et des tableaux remplis de chiffres alarmants. Sur l'un d'entre eux, il suit l'évolution des prix des poissons capturés par ses équipages. Il est remonté loin car son père faisait la même chose avant lui. « *Il y a cinquante ans, une raie : 8 francs*, récite-t-il. *Ce matin, on me les a achetées 1,20 euro, exactement pareil. C'est un bon prix pour la restauration collective et la ménagère mais pour moi, ce n'est pas tenable. La plupart de mes bateaux ne sont pas rentables sans subvention.* »

Les chalutiers de fond génèrent chaque année 45 millions de bénéfices en France. Mais ces profits sont largement artificiels : ils touchent plus de 96 millions d'aides publiques – soit la moitié des subventions distribuées aux pêcheurs principalement par une détaxe du gasoil. Autrement dit, ils coûtent plus cher en argent public qu'ils ne rapportent en argent privé. Sans cette perfusion massive, la plupart des flottilles feraient faillite.

## Un milieu qui résiste à la régulation

La logique de ce système absurde se trouve dans les volumes débarqués. Les chalutiers de fond – comme les « pélagiques » dont les filets ne raclent pas les sous-sols – pêchent les plus gros volumes, régulièrement et en un temps record. Ils marchent avec la grande distribution. « *Le chalutage de fond est probablement le principal engin de pêche pour les espèces sauvages vendues par Carrefour en France* », estime une étude du think tank **Planet Tracker**. « *Tout le modèle breton s'est construit sur le chalut*, explique Thibault Josse, de l'association Pleine Mer qui milite pour une pêche durable. *Ce sont eux qui font tourner l'économie des ports.* »

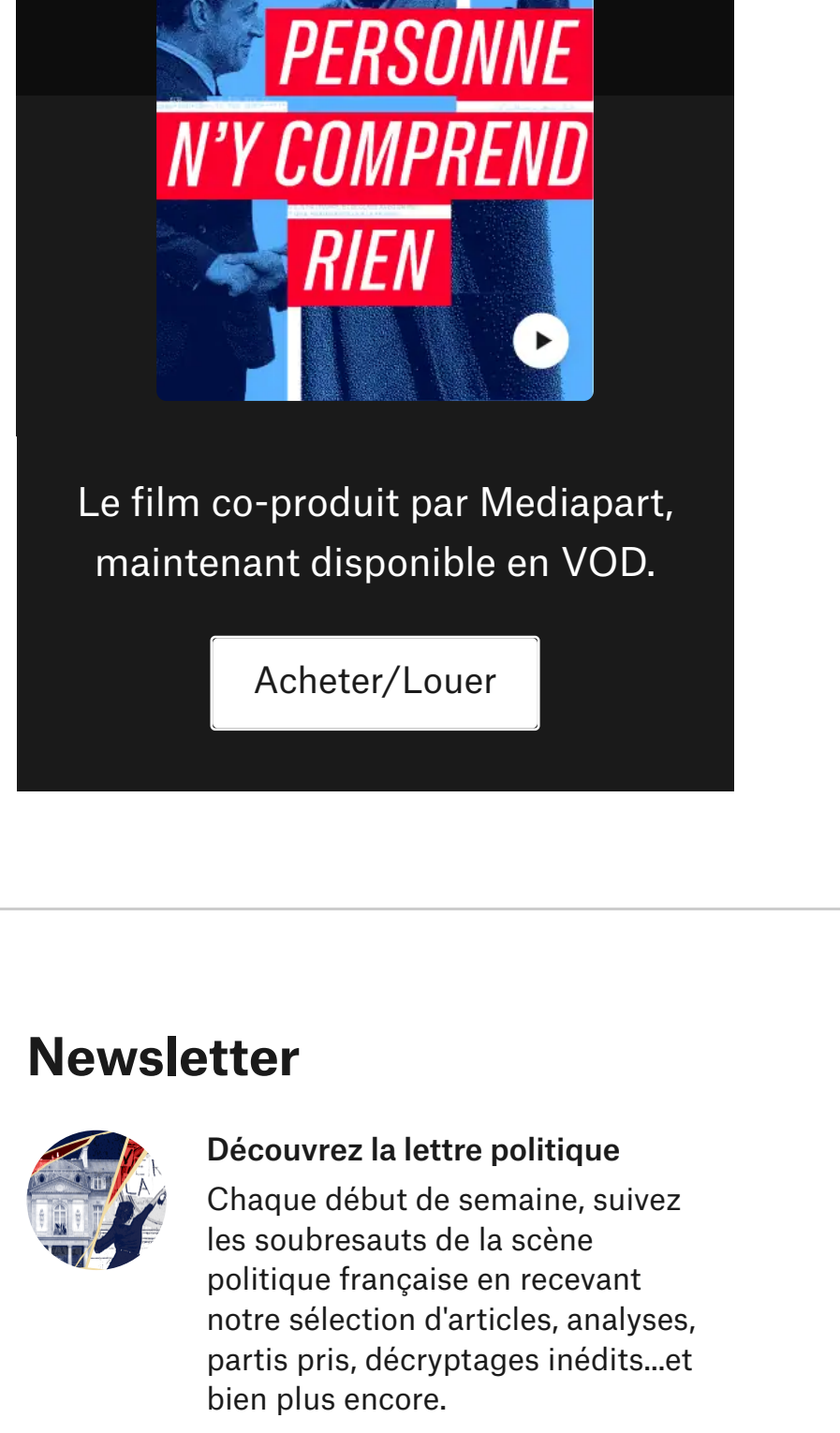
Après la Seconde Guerre mondiale, l'État a tout misé sur la pêche chalutière pour nourrir la France. Et on l'a laissé faire à sa manière : « *On a confié beaucoup de pouvoirs aux pêcheurs pour qu'ils se gèrent eux-mêmes* », retrace le spécialiste de la pêche Didier Gascuel. Les dégâts de la surpêche et la naissance de la politique commune de la pêche dans les années 1980 ont durci la régulation, crispant les pêcheurs. « *D'autant que ceux qui ont payé en premier ce sont les plus petits* », poursuit le chercheur.

David Pineau a vendu ses dernier bateau il y a quatre ans : « *Trop de paperasse, de prises de tête, de normes changeantes, il n'y a jamais rien qui va!* » Il travaillait désormais comme patron employé sur un chalutier de fond de 9 mètres dans le petit port de Pornic. « *La pêche, c'est ma vie, une addiction, je ne peux pas m'en passer*, explique l'homme de 48 ans. *C'est la sensation de liberté sur l'eau, la recherche du poisson, tout ce qu'on voit sur l'eau, des bancs de dauphins, les levers de soleil, toute cette beauté, les montées d'adrénaline dans le mauvais temps et quand on relève le chalut.* » Si la pêche est « *belle* », c'est le jackpot pour le chalutier. Souvent, c'est plutôt le casse-tête : « *Cette année, on a eu des micro-quotas de raies brunettes mais on ne pêche que ça, elles ont proliféré!* » Si le pêcheur les ramène au port, il prend une amende. Les rejeter par-dessus bord est illégal. « *Alors on est comme des cons dans un système qui nous met toujours en mauvaise posture.* »

Floriane Louison

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse [anouette@mediapart.fr](mailto:anouette@mediapart.fr). Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, la marche à suivre est explicitée dans cette page.

Offrir l'article 88 commentaires Recommander



## Newsletter

Découvrez la lettre politique Chaque début de semaine, suivez les soubresauts de la scène politique française en recevant notre sélection d'articles, analyses, partis pris, décryptages inédits... et bien plus encore.

Je m'inscris

## Aujourd'hui sur Mediapart

### Europe

**Face aux crimes israéliens, des fonctionnaires européens se mobilisent**  
par Cécilie Vallet

**Éducation et enseignement supérieur**  
— Enquête  
**Un organisme d'éducation à la sexualité finance par Stérin place ses pions à l'école publique**  
par Fanny Marlier

**Éducation et enseignement supérieur**  
**Les profs remplaçants, variable d'ajustement des académies en quête d'économies**  
par Mathilde Goanec

**Entreprises**  
**La Samaritaine rattrapée par les dollars pour avoir vendu de l'or illégal**  
par Khedidja Zerouali

**Agriculture et alimentation**  
**Le lobby de la viande s'en prend à une étude proposant de manger moins d'animaux**  
par Lise Barnéoud

Voir la Une du Journal

## Vos avantages abonnés-es

**Offre spéciale Maractu**  
Profitez d'un an d'abonnement pour 59€, soit plus de 4 mois d'abonnement offerts !

**Notre film en VOD**  
« Personne n'y comprend rien » est maintenant disponible en VOD à l'achat et à la location !

**Défendre l'info, c'est agir**  
Depuis 2020, le Fonds pour une Presse Libre a soutenu 42 médias indépendants grâce à 9.500 personnes et pour un montant global de 1.000.000€. Chaque euro sert à enquêter, se développer et résister aux pressions. Aujourd'hui, nous avons besoin de vous pour continuer de faire bouger les lignes.

## À ne pas manquer

**Justice** — Analyse  
**Sarkozy-Kadhafi : dix questions pour tout comprendre d'un journal tout historique**  
par Fabrice Arth et Karl Laske

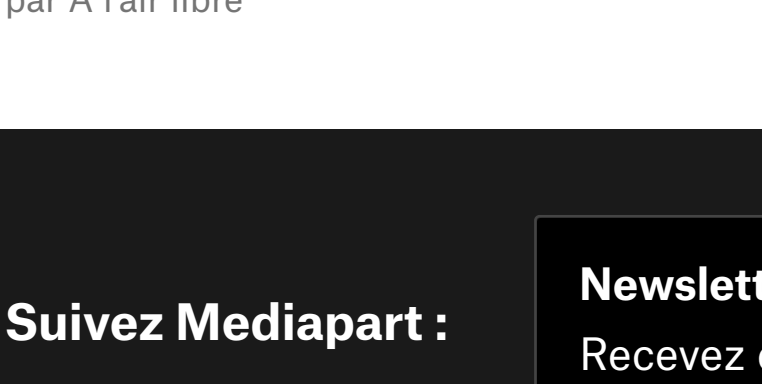
**Justice** — Analyse  
**Argent libyen : la vérité sur la note Moussa Koussy**  
par Michail Hajdenburg

**Défense et diplomatie**  
**À l'ONU, la rage de Nétanyahou détruit les illusions françaises**  
par Ilyes Ramdani

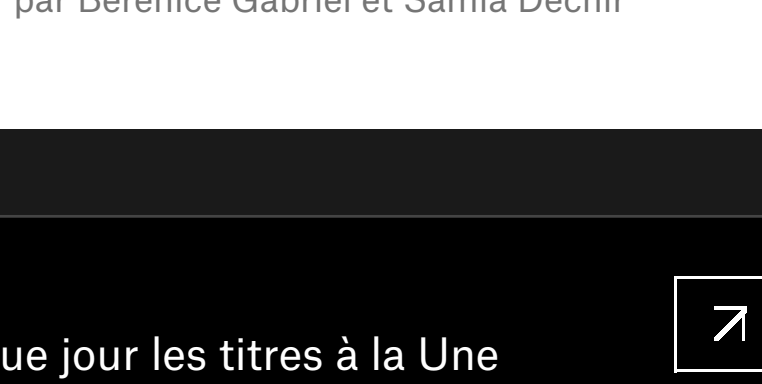
**Amériques**  
**Après l'assassinat de Charlie Kirk, la Maison-Blanche déclenche une vague de répression**  
par François Bougon

**Livres** — Entretien  
**Chloé Delaume : « Beaucoup de femmes ne peuvent pas se lever et se casser »**  
par Lénaïg Bredoux et Joseph Confavreux

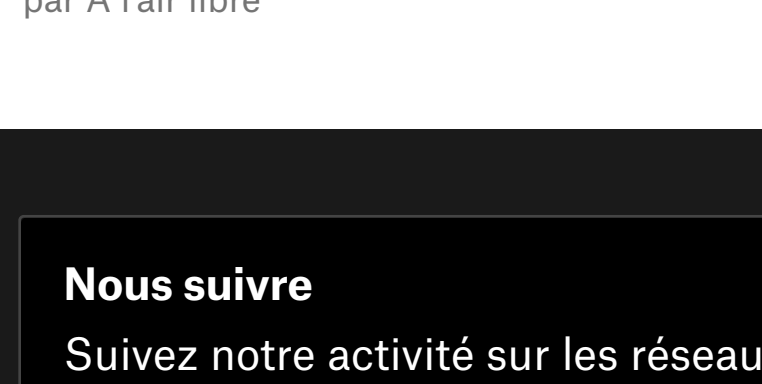
## Nos dernières vidéos



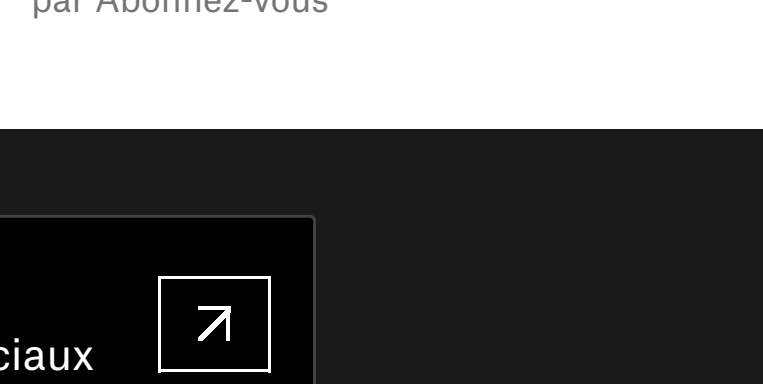
**Sarkozy condamné : « Une semaine de désinformation folle »**  
par À l'air libre



**Clémence, poussée au sol par des policiers : « Ils profitent de leur situation de pouvoir pour user de la violence »**  
par Bénédicte Gabriel et Samia Dechir



**Jafar Panahi, Palme d'or à Cannes : Le régime iranien est à bout de souffle »**  
par À l'air libre



**Bure en lutte : enfouir les déchets nucléaires, faire taire le débat populaire, faire**  
par Abonnez-vous

Suivez Mediapart : Newsletters Recevez chaque jour les titres à la Une Nous suivre Suivez notre activité sur les réseaux sociaux

Le Journal	Le Studio	Le Club	À Propos
International	Vidéos	Depuis 48 heures	Qui sommes-nous ?
Écologie	Podcasts	Les blogs	Notre impact
Économie et social	Documentaires	Les éditions	Besoin d'aide ?
France	Portfolios	L'agenda	Nous contacter
Politique	Panoramiques	La charte	Partager des documents
Culture et idées		Participez	Abonnements plans
Dossiers			Plan du site
Fill d'actualités			Recrutement